

# Une société "ouverte"?

## Le Luxembourg entre tradition et "postmodernité" (II)

A propos de l'ouvrage "Les valeurs au Luxembourg. Portrait d'une société au tournant du 3<sup>e</sup> millénaire", sous la direction de Michel Legrand, éditions saint-paul, 2002

Paul Zahlen

L'ouvrage publié par le SESOPI s'oriente de très près à la question du "postmodernisme" et du "postmatérialisme" et donne parfois l'impression de négliger d'autres contextes de l'évolution socio-économique qui pourraient avoir des incidences au moins aussi fortes:

- la globalisation dans le contexte du libéralisme, d'une part, et
- la "société du risque" - "chère" à Ulrich Beck -, d'autre part.

### 3. Globalisation, libéralisme et "petite dimension"

#### 3.1. Les attitudes par rapport au libéralisme

Frédéric Mertz évoque la question des *attitudes pas rapport au libéralisme* sans pour autant en tirer une synthèse permettant de situer le Luxembourg par rapport aux autres pays européens. Les chiffres concernant les opinions économiques des habitants du Luxembourg sont présentés pour

chaque question séparément dans la comparaison avec la France, l'Allemagne et la Belgique<sup>21</sup> et il est difficile d'interpréter les réponses parfois contradictoires (voir également la figure 10).

Concernant la responsabilité individuelle des individus, l'élimination des grandes inégalités, la garantie des besoins de base et l'attitude par rapport aux chômeurs, le Luxembourg se situe plutôt sur le bord "libéral". Par contre les habitants du Luxembourg ne semblent pas aussi disposés que la moyenne européenne à donner plus de liberté aux entreprises et moins enclins à dire que la concurrence est une bonne chose.

Jean-François Tchernia a calculé un indice synthétique à partir de ces indicateurs (voir figure 11). On constate d'abord qu'il y a une certaine corrélation entre le bien-être matériel (PIB par habitant) et l'intensité de soutien au libéralisme. En moyenne les habitants des pays en transition, mais également les Grecs, les Espagnols et les Portugais (qui ont un PIB/habitant faible en comparaison avec les autres pays d'Europe occi-

Figure 10

#### Soutien à une orientation libérale de l'économie\* (en %)

	Les individus sont responsables de subvenir à leurs besoins	Les chômeurs doivent accepter tout emploi proposé	La concurrence est une bonne chose	L'Etat doit donner plus de liberté aux entreprises
Luxembourg	51	60	49	19
Union européenne	46	50	56	38

\* Scores 1 à 4 sur les échelles opposant option libérale (1) et option sociale (10)

#### Vision de ce qu'est une société juste (% de réponses "très important")

	Eliminer les grandes inégalités de revenus	Garantir les besoins de base	Reconnaître les gens selon leurs mérites
Luxembourg	24	59	55
Union européenne	34	69	48

Source: Tchernia Jean-François – Les valeurs économiques des Européens face à la mondialisation, in: Futuribles, n° 277, juillet-août 2002, pp. 83-84

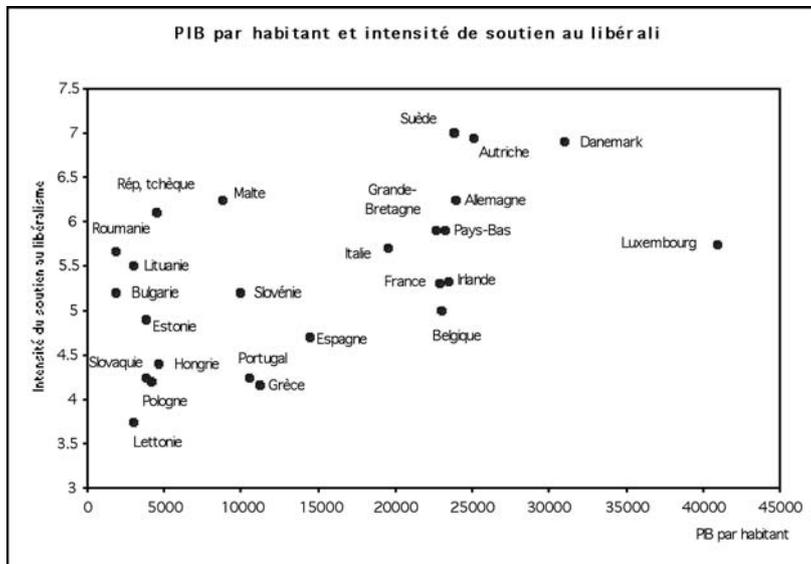


Figure 11  
Source: Tchernia Jean-François – Les valeurs économiques des Européens face à la mondialisation, in: Futuribles, n° 277, juillet-août 2002, p. 91

dentale) soutiennent moins le libéralisme que les pays riches (p.ex. Danemark). En principe on s'attendrait donc à ce que le libéralisme soit une "valeur" plébiscitée au Luxembourg. Tchernia note cependant le profil particulier du Luxembourg : "la tendance à soutenir le libéralisme est moins élevée que (le) seul PIB par habitant laisserait prévoir".<sup>22</sup>

Ces résultats exigent quelques remarques supplémentaires. La position de pays comme le Danemark et de la Suède - où le soutien au libéralisme est très fort - peut paraître étonnante, étant donné que le rôle de l'État dans ces deux pays est beaucoup plus affirmé que dans de nombreux autres pays européens et que le système de sécurité sociale y est très développé. En 2001, les dépenses totales des administrations publiques (sécurité sociale comprise) se situaient à plus de 55% du PIB au Danemark et 57% en Suède (contre environ 47% en moyenne dans l'Europe de 15). D'un autre côté, le niveau des transferts sociaux y est élevé et leur efficacité évidente. Au Danemark le nombre de pauvres (personnes vivant en dessous de 60% du revenu médian) passe de 26% de la population avant transferts sociaux à 9% après transferts sur base des statistiques de 1999. En Suède ce pourcentage évolue de 30% à 10%. En outre, les taux de chômage sont plus faibles que dans la moyenne européenne: un peu plus 4% au Danemark en 2000 et moins de 6% en Suède, contre près de 8% dans l'Europe des 15. Si seulement 10% des Danois estiment qu' "éliminer les grandes inégalités des revenus" est très important - contre 34% au niveau européen - cela résulte notamment du fait que dans la réalité ce problème se pose beaucoup moins ouvertement qu'en France par

exemple où 18% de la population restent pauvres, même après transferts sociaux. Le soutien au libéralisme peut donc également être expliqué par le fait que les thèmes de redistribution et de justice sociale n'ont pas l'acuité concrète que dans de nombreux autres pays. Par ailleurs au cours des dernières années le discours politique libéral a pris le dessus dans les pays nordiques.

Les indicateurs sociaux du Luxembourg sont également très favorables: le taux de pauvreté après transferts fut de 12% (26% avant transferts) en 1999 et le taux de chômage se situe en dessous de 3%. Comment expliquer alors le faible taux relatif du soutien au libéralisme? Il semble qu'on doive aller chercher les raisons dans la "petite dimension" du pays. Les institutions - et notamment les institutions politiques et sociales - ne seraient-elles pas perçues comme remparts face aux "menaces" liées notamment à la globalisation?

Quelques éléments issus de la EVS (figure 18) et de l'Eurobaromètre (figure 12) semblent corroborer cette interprétation. Le niveau de confiance dans les institutions est plus élevé que dans

Figure 12

### Confiance dans les institutions politiques en Europe (2001)\*

Luxembourg	57
Pays-Bas	52
Danemark	50
Autriche	45
Finlande	43
Irlande	42
Suède	40
Espagne	40
Portugal	39
Allemagne	36
Belgique	36
<b>Moyenne EU-15</b>	<b>35</b>
Grèce	34
France	32
Royaume-Uni	31
Italie	25

Source: Eurobaromètre 55 (2001)

\*Moyenne des 4 institutions politiques: parlement, gouvernement, partis politiques, administration publique

la plupart des autres pays européens. D'après l'Eurobaromètre 55 (printemps 2001)<sup>23</sup> la confiance dans les 4 institutions "politiques" au Luxembourg (parlement, gouvernement, partis politiques, administration publique) était de 57% - le niveau le plus élevé d'Europe - contre 35% dans l'Europe des 15 en moyenne. Le taux de confiance dans le parlement fut de 68% (2<sup>ème</sup> place derrière l'Autriche), celui dans l'administration publique de 64% (1<sup>ère</sup> place), dans le gouvernement de 68% (1<sup>ère</sup> place) et dans les partis politiques de 33% (2<sup>ème</sup> place). Depuis 1997 ces taux subissent certes des variations, mais la confiance dans les institutions politiques se maintient à des niveaux élevés tout au long de la période. En outre, le fort pourcentage des Luxembourgeois qui sont "très fiers" de leur nationalité (cf. *forum* n° 230) est peut-être moins le résultat d'un nationalisme exacerbé que de la propension psycho-sociale des habitants d'un petit pays de faire confiance aux institutions censées maintenir une certaine stabilité dans un environnement "hostile". Le soutien mesuré au libéralisme en pourrait également en constituer une conséquence.

Par ailleurs le questionnaire de la EVS contient une autre question pouvant être rapprochée du thème du "soutien au libéralisme", à savoir celle concernant *l'importance respective accordée à la liberté et à l'égalité* (question n° 52).<sup>24</sup> A ce sujet, Michel Legrand distingue 3 grands groupes de pays: Un premier groupe de pays, où les personnes accordent nettement la priorité à la liberté, avec des scores de 60% et plus: Danemark (69%), Allemagne de l'Ouest et Grèce (65%), Suède (62%) et Grande-Bretagne (60%). Un deuxième groupe qui accorde toujours la priorité à la liberté, mais avec des proportions inférieures à 60%: c'est-à-dire les Pays-Bas (57%), l'Autriche (56%) et la Finlande (54%). Dans un troisième groupe de pays, le pourcentage des personnes accordant la priorité à la liberté se situe autour de 50% (France, Espagne, Irlande, Irlande du Nord, Portugal et Luxembourg) et l'importance accordée à l'égalité reste importante. Au Luxembourg, 47% des personnes interrogées donnent la priorité à la liberté, 38% à l'égalité (16% de non-réponses, resp. ni l'un ni l'autre). On retrouve donc les lignes de partage du "soutien au libéralisme". Le Luxembourg se situe parmi les pays où l'égalité reste une "valeur" importante.<sup>25</sup>

Enfin, le taux de syndicalisation peut constituer un autre indicateur reflétant la façon dont les habitants d'un pays conçoivent l'organisation des relations sociales. Suivant les estimations de 2002 du "European Industrial Relations Observatory" (EIRO)<sup>26</sup>, le taux syndicalisation serait de 50% au Luxembourg et se situerait plutôt en haut de l'échelle européenne. Les taux du Dane-

mark (87%), de la Finlande (79%), de la Suède (79%) et de la Belgique (69%) sont de beaucoup supérieurs à celui du Luxembourg, alors que les chiffres des autres pays de l'UE sont inférieurs. Le taux de syndicalisation serait de 40% en Autriche, de 35% en Italie, de 32% en Grèce, de 30% au Portugal, en Allemagne et au Royaume-Uni, et de seulement 15% en Espagne et 9% en France. Même s'il ne s'agit que d'une estimation (probablement quelque peu surévaluée pour le Luxembourg), on peut en conclure que les salariés du Luxembourg semblent plutôt favorables à la subsistance d'un cadre institutionnel structuré déterminant les relations du travail.

Dans sa contribution sur l'évolution de la citoyenneté, Sylvain Besch relève encore une particularité du Luxembourg, à savoir que les Luxembourgeois ont une attitude assez favorable par rapport à un système politique qui aurait "*à sa tête un personnage fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections*" (question 62 du questionnaire). 40% des Luxembourgeois (de nationalité luxembourgeoise) ont une très bonne ou une assez bonne opinion de cette forme de gouvernement, à comparer aux scores de 32% en Belgique et de 30% en France.<sup>27</sup> On pourrait y voir un signe d'une certaine "*fragilité démocratique*" que Pierre Bréchon diagnostique pour la France.<sup>28</sup> En fait les chiffres déjà cités concernant la confiance dans les institutions politiques, ainsi que l'attachement des Luxembourgeois au système démocratique font penser qu'il n'en est rien: 82% des habitants de nationalité luxembourgeoise et 79% de l'ensemble de la population trouvent qu'avoir un système démocratique est très bon ou assez bon; 84% de la population résidente considèrent que la démocratie peut poser des problèmes, mais que c'est quand même mieux que n'importe quelle autre forme de gouvernement.<sup>29</sup> Sylvain Besch semble viser juste en interprétant le soutien relatif à la forme non démocratique de gouvernement que constituerait le recours à un "homme fort" par le fait que les Luxembourgeois y associent "*l'image d'un homme politique fort capable de défendre les intérêts du petit Luxembourg face à ses grands voisins*".<sup>30</sup>

### 3.2. Le "Global Civil Society Index"

Une des utilisations les plus intéressantes des données issues de la EVS (resp. du World Values Survey) va à l'actif des auteurs du "*Global Civil Society Yearbook*"<sup>31</sup> lancé dans le cadre du "Centre for the Study of Global Governance" à la London School of Economics et influencé par Anthony Giddens, propagateur de la "troisième voie". La définition de la "global civil society" est donnée dans l'édition 2001 du "Yearbook": "*By global civil society we depict the socio-sphere of ideas, values, organisations, networks, and individuals located pri-*

---

**Le fort pourcentage des Luxembourgeois qui sont "très fiers" de leur nationalité est peut-être moins le résultat d'un nationalisme exacerbé que de la propension psycho-sociale des habitants d'un petit pays de faire confiance aux institutions censées maintenir une certaine stabilité dans un environnement "hostile".**

---

Figure 13

## Global Civil Society Index (2000)

	Participation politique	Participation dans des associations	Densité des organisations internationales non gouvernementales (ONGI)	Tolérance envers les immigrés comme voisins	Encouragement de la tolérance chez les enfants	Global Civil Society Index (GCSI)*	Rang du pays GCSI	
Argentine	0.25	0.00	0.45	0.92	0.55	0.13	25	
Autriche	0.46	0.68	0.70	0.74	0.58	0.53	10	
Biélorussie	0.06	0.45	0.45	0.61	0.58	0.17	24	
Belgique	0.82	0.66	0.70	0.64	0.84	0.70	6	
Bulgarie	0.11	0.16	0.60	0.41	0.33	0.04	32	
Chili	0.14	0.04	0.53	0.76	0.67	0.12	27	
Croatie	0.25	0.42	0.66	0.55	0.44	0.27	22	
Rép. tchèque	0.60	0.60	0.62	0.55	0.41	0.45	13	
Danemark	0.81	0.87	0.77	0.79	0.89	0.84	4	
Espagne	0.36	0.28	0.53	0.82	0.74	0.32	20	
Estonie	0.10	0.31	0.78	0.51	0.80	0.70	5	
France	0.86	0.36	0.51	0.75	0.84	0.54	9	
Allemagne	0.49	0.47	0.45	0.84	0.55	0.38	16	
Grèce	0.57	0.47	0.64	0.55	0.19	0.35	19	
Hongrie	0.01	0.26	0.64	0.47	0.46	0.10	28	
Irlande	0.54	0.56	0.77	0.74	0.68	0.56	8	
Islande		0.52	0.97	1.00	0.99	0.83	0.88	2
Italie	0.65	0.40	0.49	0.63	0.64	0.41	14	
Lettonie	0.20	0.29	0.69	0.81	0.54	0.28	21	
Lituanie	0.18	0.12	0.65	0.43	0.30	0.07	31	
Luxembourg	0.54	0.59	0.98	0.85	0.69	0.68	7	
Mexico	0.29	0.05	0.33	0.34	0.58	0.00	33	
Pays-Bas	0.76	0.97	0.66	0.93	0.98	0.86	3	
Pologne	0.16	0.22	0.47	0.43	0.72	0.12	26	
Russie	0.13	0.29	0.28	0.78	0.50	0.09	30	
Slovaquie	0.42	0.65	0.65	0.45	0.29	0.37	18	
Slovénie	0.24	0.51	0.77	0.64	0.55	0.38	17	
Suède	1.00	1.00	0.71	1.00	1.00	1.00	1	
Suisse	0.52	0.41	0.73	0.80	0.72	0.51	11	
Ukraine	0.14	0.32	0.33	0.67	0.46	0.09	29	
UK	0.71	0.44	0.52	0.65	0.73	0.48	12	
US	0.80	0.24	0.30	0.80	0.75	0.39	15	

Source: Global Civil Society Yearbook 2002 (London School of Economics)

N.B.: Le GCSI n'est pas constitué par la moyenne simple des indices partiels. En ce qui concerne la méthodologie de l'établissement du GCSI, voir : *Introducing the Global Civil Society Index*. Authors: Helmut Anheier and Sally Stares.

[http://www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook/PDF/PDF2002/GCS2002%20pages%20\[data1\]%20.pdf](http://www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook/PDF/PDF2002/GCS2002%20pages%20[data1]%20.pdf)

marily outside the institutional complexes of family, market, and state and beyond the confines of national societies, politics, and economies". Helmut Anheier – cheville ouvrière de la publication - explique l'intérêt du projet comme suit: "At a fundamental level, the difficulty social scientists and policy-makers have with the term 'global civil society' reflects the increasing inadequacy of national and international statistical systems to come to terms with the informational requirements of globalisation. The current 'statistical world order' continues to assume equivalence between nation state, domestic economy, and national society. This equivalence is fundamentally challenged by globalisation".<sup>32</sup>

En conséquence, le "Global Civil Society Yearbook 2002" inclut le calcul d'un "Global Civil Society Index - GCSI" censé mesurer l'adaptation de la société civile des différents pays à la donne de la globalisation. L'index constitue une synthèse des indicateurs suivants:

(1) *infrastructure organisationnelle* de la "société civile globale" mesurée par la densité – c'est-à-dire la présence de secrétariats - des organisations non gouvernementales internationales (comme p.ex. Amnesty International, GreenPeace, Friends of the Earth ) ou des organisations non-gouvernementales à orientation internationale qui ont au moins un membre rapportée au nombre d'habitants (source: Union of International Associations. Yearbook of International Organizations, 2001). Il est évident que des "petits" pays comme la Belgique ou les Pays-Bas et *a fortiori* l'Islande et le Luxembourg atteignent "mécaniquement" des scores élevés concernant cet indicateur, mais cela est également le reflet d'une réalité. Les petits pays sont "forcés" à l'ouverture au niveau organisationnel.

(2) *"civilité"* des individus, mesurée par une valeur cosmopolite comme la "tolérance". Cet indicateur est établi sur base de deux questions de la EVS, resp. du WVS, à savoir la proportion des personnes disant que la "tolérance et le respect des autres" est une qualité à encourager chez les enfants (question 49 de la EVS), ainsi que la proportion des personnes qui ne citent pas les "immigrés et travailleurs étrangers" (question 7 de la EVS) parmi ceux qu'on n'aimerait pas avoir comme voisins.

(3) *participation des individus*, mesurée par l'appartenance à au moins une organisation non gouvernementale d'action sociale, de droits de l'homme, tiers-mondiste, environnementale ou pacifiste (question 5 de la EVS), ainsi que la participation des individus à l'action politique, c'est-à-dire la proportion de personnes déclarant avoir signé une pétition, resp. participé à un boycott, une manifestation autorisée, une occupation de bureaux ou d'usines ou une grève sauvage (question 51 de la EVS).

Le détail de ces indicateurs est accessible dans l'annexe statistique du "Global Civil Society Yearbook 2002"<sup>33</sup> et la méthodologie est téléchargeable sur Internet.<sup>34</sup> Les indices synthétiques partiels et l'indice global sont résumés dans la figure 13. D'une façon générale, les indices synthétiques - et les "ranking" établis sur base de ces indices - ne sont pas sans susciter des contestations. Ces indices seraient trop simplificateurs, dépendraient trop des variables et de la pondération des variables choisies. Mais, comme le dit Helmut Anheier en citant J. Huizinga (The Waning of the Middle Ages): "Really to impress the mind a concept has first to take visual shape". Quelle est la place du Luxembourg dans cette image?

Dans le "Global Civil Society Index" le Luxembourg occupe une "enviable" 7<sup>e</sup> place. Ce positionnement reflète:

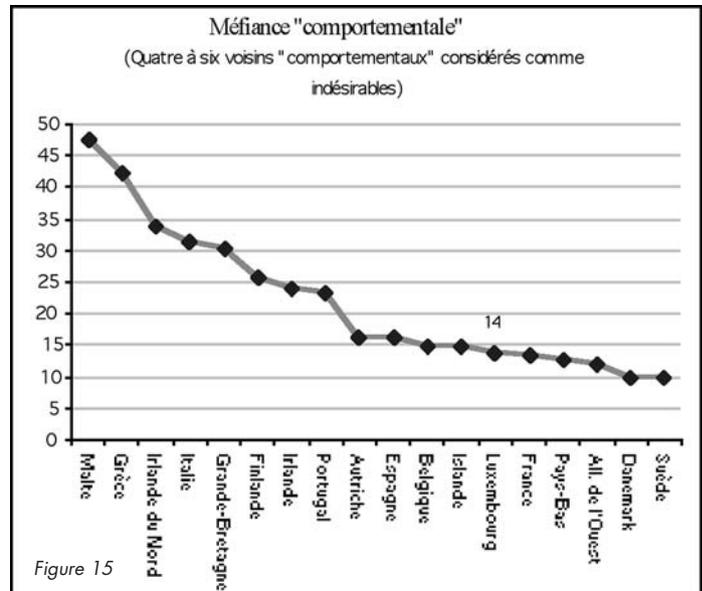
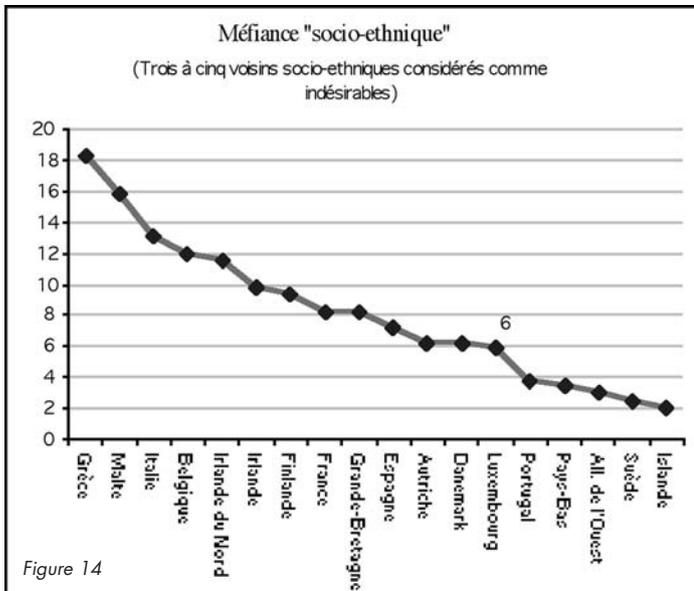
1. Une "ouverture d'esprit" des Luxembourgeois (tolérance comme qualité éducative et tolérance par rapport aux étrangers) qu'on ne soupçonnerait d'ailleurs pas en passant en revue d'autres indicateurs qui sont encore très marqués par les "valeurs" traditionnelles, comme par exemple une méfiance interpersonnelle "générale" assez répandue et, dans l'ensemble, des valeurs éducatives qui restent très classiques. En fait, cette "ouverture" n'est pas nécessairement basée sur un "état d'esprit", mais peut bien résulter d'une vision pragmatique et réaliste du monde. En considération de l'étroitesse du pays, de la dépendance économique par rapport à l'étranger, d'une population où les "étrangers" pourraient être majoritaires dans un avenir proche, l'intolérance pourrait être suicidaire. Dans un article paru dans les actes du colloque "Migrations: les enjeux" organisé par l'ASTI, Michel Legrand signale d'ailleurs également que la "méfiance socio-ethnique" au Luxembourg est assez faible.<sup>35</sup> L'auteur calcule cet indice à partir de la proportion de la non-acceptation de voisins "ethniques" (gitanes, musulmans, réfugiés, immigrés et travailleurs étrangers, juifs, gens d'une autre race...). Seulement 6% des habitants du Luxembourg citent 3 à 5 de ces groupes "ethniques" comme voisins indésirables, contre plus de 18% en Grèce, 13% en Italie, 12% en Belgique et 9% en moyenne dans les 18 pays d'Europe occidentale (figure 14).

Les auteurs de l'étude sur les valeurs au Luxembourg semblent cependant globalement dubitatifs concernant cette tolérance affichée des Luxembourgeois par rapport aux étrangers. Ainsi, ils signalent que 45% des Luxembourgeois (de nationalité luxembourgeoise) pensent que le pays ne devrait accueillir des immigrés que s'il y a du travail disponible et 43% se déclarent en faveur d'une politique d'immigration stricte. 72% des enquêtés de nationalité luxembourgeoise esti-

---

**Les Portugais habitant au Luxembourg sont encore plus protectionnistes: 75% disent qu'il faudrait donner la priorité aux résidents quand les emplois sont rares et 63% affirment que le pays ne devrait accueillir des immigrés que s'il y a du travail disponible.**

---



LEGRAND Michel – La "cohésion sociale" au Grand-Duché de Luxembourg, in: ASTI (ed.), *Migrations: les enjeux ! Conférences & colloque 2002: les contributions*, n° 71/72 de la revue "Ensemble" de l'ASTI, mars 2003, pp. 119-140.

ment que, quand les emplois sont rares, il faudrait donner la priorité aux résidents et 58% souhaiteraient que la priorité soit donnée aux Luxembourgeois en cas de difficultés sur le marché du travail. A noter que les Portugais habitant au Luxembourg - probablement par crainte d'une concurrence sur le marché du travail qui les affecterait en premier lieu - sont encore plus protectionnistes: 75% disent qu'il faudrait donner la priorité aux résidents quand les emplois sont rares et 63% affirment que le pays ne devrait accueillir des immigrants que s'il y a du travail disponible.<sup>36</sup> L'appréciation de l'immigration par les habitants du Luxembourg reste donc très liée à l'emploi. La tolérance affichée serait plutôt une attitude passive qu'une crise de l'emploi pourrait rapidement mettre en cause.

Même si la vigilance reste de mise, ce "pessimisme" doit être modéré. En fait, la tolérance par rapport aux étrangers semble s'inscrire dans un ensemble plus vaste de valeurs d' "ouverture". On a déjà vu que la tolérance est une qualité éducative fortement soutenue au Luxembourg. A cela s'ajoute que la méfiance par rapport à des voisins qui auraient des comportements ne correspondant pas aux "normes" est moindre au Luxembourg que dans la plupart des autres pays européens. Michel Legrand a établi un indice de méfiance à l'égard de voisins "comportementaux" (drogués, gens portés sur la boisson, gens qui ont un casier judiciaire, gens émotionnellement instables, homosexuels, gens atteints du sida ...). Seulement 14% des habitants du Luxembourg citent 4 à 6 de ces groupes comme voisins indésirables. A titre de comparaison, cette proportion atteint plus de 40% en Grèce, 30% en Italie et en Grande-Bretagne et 22% en moyenne dans l'en-

semble des pays d'Europe occidentale (voir figure 15). Le seul domaine où les habitants du Luxembourg affichent une "intolérance" plus importante que la moyenne des pays européens concerne les "extrémismes politiques": 57% considèrent les "extrémistes de droite" comme voisins indésirables (40% en moyenne dans les pays d'Europe de l'Ouest) et 42% font la même réflexion au sujet des "extrémistes de gauche" (31% en moyenne en Europe de l'Ouest).

Si on devait caractériser les attitudes des habitants du Luxembourg par rapport à l'autre (à l'étranger, qu'il soit de nationalité étrangère ou simplement étranger à la famille), le terme d' "ouverture distancée" paraît le plus adapté. L'indice de "concernement" est un bon exemple pour cela. Dans la comparaison européenne la faible proportion des gens qui se sentent concernés au Luxembourg par les personnes âgées (43%), par les immigrants (22%), par les malades et handicapés (38%), par les chômeurs (23%) ou par les réfugiés (17%) peut paraître préoccupante. Ces chiffres sont parmi les plus faibles d'Europe occidentale et pourraient refléter une faible solidarité dans la société luxembourgeoise. Néanmoins, en demandant aux gens s'ils sont prêts à aider ces groupes de personnes, l'image est bouleversée (voir figure 16). 65% se disent prêts à aider les malades et handicapés, 60% les personnes âgées et 40% les immigrants. Ces chiffres se situent plutôt dans la moyenne européenne.<sup>37</sup>

Un autre exemple de cette "sociabilité distancée" est l'engagement civique (appartenance à des associations) et la confiance spontanée dans les autres. D'après Olivier Galland, ces deux caractéristiques sont d'ailleurs liées: "Le niveau de con-

Source: chiffres fournis par Loek Halman (Université de Tilburg)  
 Indice de concernement: réponses à la question: "Dans quelle mesure vous sentez-vous concerné par les conditions de vie au Luxembourg: 1. des personnes âgées 2. des chômeurs, 3. des immigrants, 4. des malades ou handicapés". Moyenne des 4 catégories prenant en compte les personnes ayant répondu "Vraiment beaucoup" et "Beaucoup".  
 Disposition à aider: réponses à la question: "Seriez-vous prêt à faire vraiment quelque chose pour améliorer les conditions de vie: 1. des personnes âgées, 2. des immigrants, 3. des malades ou handicapés". Moyenne des 3 catégories prenant en compte les personnes ayant répondu "Oui, certainement" et "oui, probablement".

fiance spontanée augmente significativement parmi les personnes qui sont membres d'au moins une association ou les fréquentent régulièrement ...".<sup>38</sup> Les scores que le Luxembourg atteint dans ces deux domaines sont moyens sans être trop préoccupants, notamment en matière d'engagement associatif (cf. figure 13).

2. Le positionnement du Luxembourg dans le "Global Civil Society Index" est également le reflet d'une infrastructure organisationnelle (densité des organisations non gouvernementales internationales - ONGI) très développée. On a déjà dit qu'il s'agit là d'un effet mécanique de l'étroitesse du pays. Néanmoins l'intégration "forcée" du Luxembourg dans les réseaux internationaux des ONGI a plutôt des effets positifs en contribuant à diriger les préoccupations des habitants au-delà des frontières du pays.

3. Pour les deux autres indicateurs du "Global Civil Society Index" (participation politique et participation dans des associations), le Luxembourg se situe plutôt en milieu de peloton. La relative faiblesse de ces indicateurs n'entraîne cependant pas de chute importante dans l'indice global. En fait, la EVS permet également de calculer - à coté de l'indice de participation politique inclus dans le GCSI (participation à des actions non conventionnelles) - un indice de politisation qui concerne plutôt l'intérêt accordé à la politique basé sur les questions suivantes: importance accordée à la politique dans sa vie (question n°1 de l'EVS); fréquence des discussions politiques avec des amis (question n°2); intérêt accordé à la politique (question n° 51) et fréquence du suivi de l'actualité politique dans les médias (question n° 77). Olivier Galland a calculé un indice de politisation pour l'ensemble des pays européens (voir figure 17) qui fait apparaître le Luxembourg dans une position légèrement meilleure qu'en matière de "participation politique".

Il est intéressant de constater que les lignes de partage du "Global Civil Society Index" (GCSI) correspondent à ceux trouvés par Inglehart sur l'axe "valeurs de survie - valeurs d'expression de soi". Les pays nordiques (Suède, Islande, Danemark, Finlande) et les Pays-Bas sont les plus avancés dans le GCSI, suivis d'assez près par la Belgique

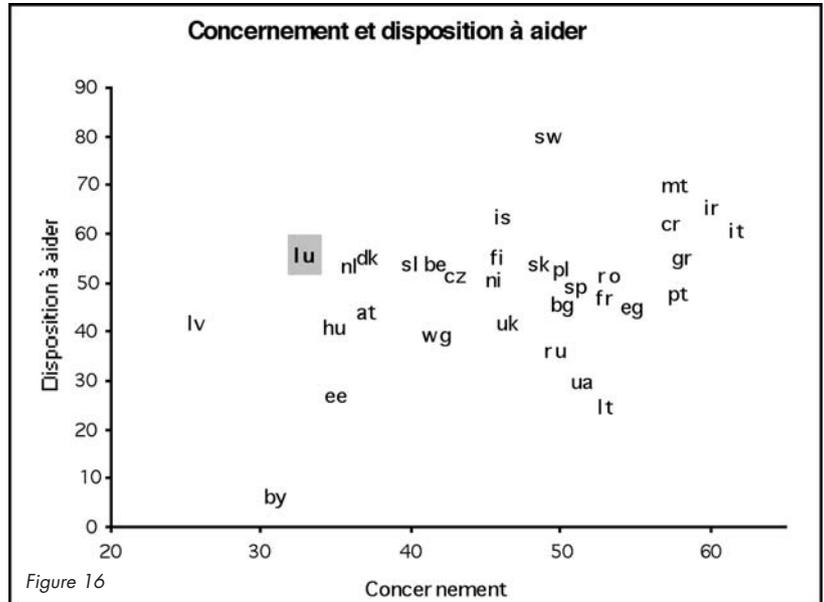


Figure 16

et le Luxembourg. Les pays du sud de l'Europe (Grèce, Espagne, Italie), mais aussi l'Allemagne se situent en position médiane, alors que les pays en transition et les pays d'Amérique du Sud ferment la marche. Evidemment le GCSI est corrélé au niveau de vie (PIB par habitant) des différents pays, mais il serait exagéré de considérer le PIB comme seul déterminant. Les PIB par habitant de l'Allemagne, de l'Autriche, des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, de la Suède, de la France, de la Belgique et de l'Irlande se situent dans une fourchette assez étroite alors que leurs positions dans le GCSI divergent fortement. Il semble néanmoins qu'il y ait une constante : les sociétés des petits pays (par la population) de l'Europe

Figure 17

**Indice de politisation**

Suède	-
Pays-Bas	72
Autriche	64
Danemark	60
Allemagne	60
Luxembourg	52
Ensemble	45
Grèce	44
Irlande	43
Belgique	42
France	40
Autriche	39
Italie	39
Grande-Bretagne	38
Portugal	33
Finlande	30
Espagne	27

Source: Olivier Galland - L'individualisation progresse partout, les différences culturelles restent fortes, in: Le Monde du 13-14 octobre 2002, p. 14.

occidentale, et les pays où les “valeurs d’expression de soi” (permissivité/tolérance, confiance, valeurs éducatives libérales) sont les plus développées semblent les plus adaptés à l’émergence de la “société civile globale”. On pourrait interpréter cette adaptation par la “nécessité” pour les petits pays de s’ouvrir au monde. Il se peut également que les “petites” sociétés disposent de canaux de transmission plus directs et moins longs qui favorisent la rapidité et augmentent les capacités d’adaptation. Cela n’est d’ailleurs pas nécessairement synonyme de soutien au libéralisme comme en témoigne l’exemple de la Belgique et même, dans une certaine mesure, du Luxembourg (voir figure 11).

### 3.3. Société civile et institutions

Les auteurs “Global Civil Society Yearbook” restent cependant bien conscients de l’ambiguïté du concept de la “société civile”. Ainsi, Neera Chandhoke dans la conclusion du chapitre 2 du “Global Civil Society Yearbook 2002” - intitulé “The Limits of Global Civil Society” - note avec lucidité: *“Ultimately, global civil society actors work within inherited structures of power that they may modify or alter but seldom transform. But this we can understand only if we locate global civil society in its constitutive context: a state-centric system of international relations that is dominated by a narrow section of humanity and within the structures of international capital that may permit dissent but do not permit any transformation of their own agendas.”*<sup>39</sup>

En fait, l’émergence du concept de la “société civile” (que ce soit au niveau international ou au niveau national) reflète la bataille rhétorique perdue par les critiques du libéralisme (marxistes et autres) face aux tenants du libéralisme. Les “nouveaux institutionnalistes” - qui ont d’ailleurs influencé et ont été influencés par les propagateurs de la “troisième voie” - semblent avoir accepté les arguments néo-libéraux vilipendant la nature non flexible des hiérarchies (et notamment de l’État), mais au lieu d’en appeler au marché ils considèrent les “réseaux” comme une alternative flexible et efficace qui tient compte du fait que les acteurs sociaux opèrent dans le contexte de relations sociales structurées. Comme l’exprime Mark Bevir: *“Institutionalists argue that economic efficiency and success derive from stable relationships characterized by trust, social participation, voluntary associations, and friendship, at least as much as from markets and competition. Although hierarchies can provide a setting for trust and stability, institutionalists often suggest the time for hierarchies has passed: hierarchies were useful for the routinized patterns of behaviour that dominated Fordist economies, but they were ill-suited to delivering the innovation and entrepreneurship that states now*

*have to foster if they are to compete effectively in the new knowledge-driven global economy. The new economy requires networks in which trust and participation are combined with flexibility, responsiveness, and innovation.”*<sup>40</sup> La “société civile” est en quelque sorte une métaphore du libéralisme. La littérature foisonnante concernant le “capital social” se situe également dans cette lignée. Faut-il rappeler que la Banque mondiale définit le capital social comme l’ensemble des normes (ou valeurs) et des relations sociales structurant les sociétés et qui permettent aux personnes de coordonner leurs actions afin d’atteindre des buts communs? Le capital social constituerait en quelque sorte de lubrifiant du développement économique. Les principaux indicateurs du capital social sont censés être

- l’appartenance à des associations qui faciliterait les relations au sein des sociétés. La coopération entre les gens serait proportionnelle à l’engagement associatif des personnes, notamment dans des associations travaillant pour le “bien public”.<sup>41</sup>

- la confiance à autrui (“interpersonnelle”) régnant dans une société, qui faciliterait la “sociabilité” spontanée et, en conséquence, la coopération.<sup>42</sup>

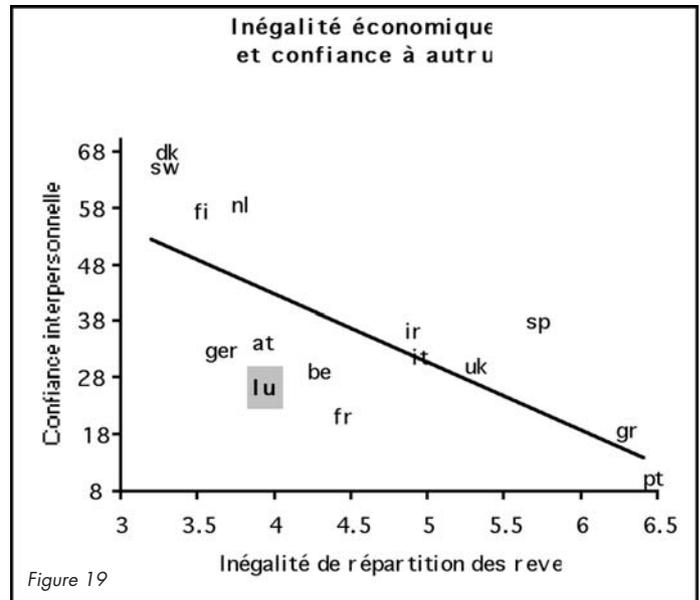
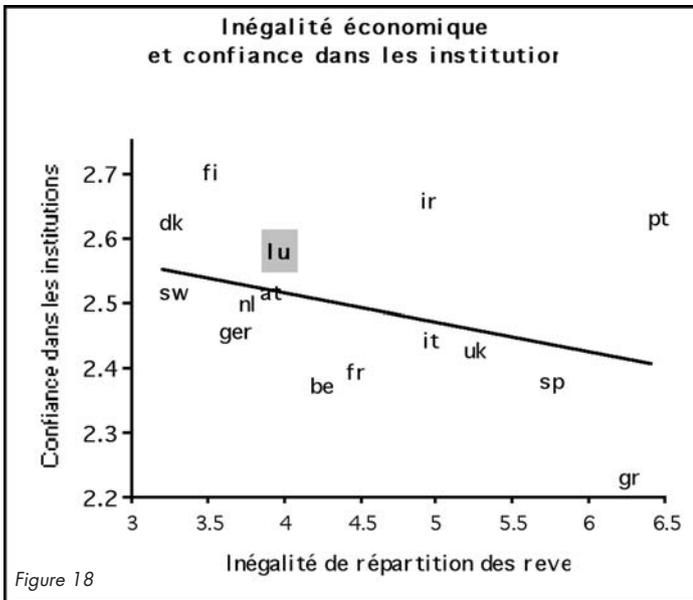
Ces deux questions qui sont également au centre de la EVS.

Dans ce contexte, les contours du rôle des institutions formelles (que ce soit l’État ou d’autres institutions, comme les organisations professionnelles, les partis, les syndicats et même les entreprises) deviennent de plus en plus incertains. Or, la European Values Studies apporte également des indications intéressantes à cet égard si on les intègre dans une vue d’ensemble: en réalité, les pays qui semblent avoir le stock de capital social - mesuré par la confiance interpersonnelle et la participation à des associations - le plus élevé (Suède, Danemark, Finlande, Pays-Bas) ont également un secteur public (mesuré par exemple par le rapport entre dépenses publiques, resp. transferts sociaux / PIB) très développé. A cela s’ajoute que les inégalités dans ces pays sont moindres que dans la plupart des autres pays développés. Pour Uslaner, un des spécialistes des questions de la confiance (“trust”), il n’y a d’ailleurs pas de doute que l’égalité détermine la confiance à autrui: *“Overall, the biggest single factor that has shaped the decline in trust in the United States is the rise in economic inequality since the 1960s. As inequality has risen, optimism has fallen, and so has trust.”*<sup>43</sup> Zak et Knack arrivent d’ailleurs à la même conclusion, à savoir que la distribution égalitaire des revenus est à l’origine d’une augmentation de la confiance interpersonnelle qui favorise à son tour les investissements et la croissance.<sup>44</sup> Costa et Kahn notent sur la base d’une

---

**La coopération entre les gens serait proportionnelle à l’engagement associatif des personnes, notamment dans des associations travaillant pour le “bien public”.**

---



Sources: EVS et indicateurs structurels de l'UE (EUROSTAT)

Inégalité de répartition des revenus (rapport interquintile de revenu) - Rapport entre la part du revenu total perçu par les 20% de la population ayant le revenu le plus élevé (quintile supérieur) et entre la part du revenu total perçu par les 20% de la population ayant le revenu le plus bas (quintile inférieur). Par revenu, on entend revenu disponible équivalent. Confiance dans les institutions : Confiance dans les institutions = moyenne des institutions suivantes: Eglise, forces armées, système d'éducation, presse, syndicats, police, parlement, administration. Confiance à autrui: Indice établi à partir des réponses à la question "D'une manière générale diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ou qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres?"

analyse des raisons du déclin du capital social aux Etats-Unis: *"Rising community heterogeneity (particularly income inequality) explains the fall of social capital produced outside the home ..."*.<sup>45</sup> On peut associer dans un même graphique un indicateur d'inégalité de répartition des revenus et les résultats de l'EVS concernant la confiance à autrui, d'une part, et la confiance dans les institutions d'autre part (cf. figures 18 et 19 qui concernent l'UE). On note une corrélation assez forte entre la distribution égalitaire des revenus et la confiance spontanée dans les autres. Par contre la corrélation entre structure égalitaire des revenus et confiance dans les institutions n'est pas évidente. Il semble donc que la distribution des revenus ait un fort impact sur les relations interpersonnelles.

Néanmoins, la confiance interpersonnelle et l'engagement associatif ne sont nullement incompatibles avec la confiance dans les institutions, comme le montrent les résultats de la EVS. Même la confiance dans les institutions politiques (cf. figure 12) atteint des scores "honnêtes" aux Pays-Bas, au Danemark, en Finlande ou en Suède, si on les compare à celui de la France, par exemple. En d'autres mots, il semble qu'un niveau élevé de capital social ne puisse pas être atteint en l'absence d'institutions formelles fortes, légitimes et crédibles et en l'absence de justice sociale (mesurée par les inégalités).

Le Luxembourg occupe une position à part. La confiance dans les autres et l'engagement associatif (indicateurs du "capital social") se situent à

un niveau moyen, alors que la confiance dans les institutions est assez développée. On a déjà dit que cette caractéristique pourrait être en rapport avec la "petite dimension", les institutions étant considérées comme "rempart" par rapport à un monde "hostile". Mais on a également l'impression qu'une valeur comme la confiance spontanée à autrui peut difficilement être exprimée dans une micro-société (où "tout le monde se connaît", et connaît les failles des autres) et que cette confiance se reporte sur les institutions formelles. Il est encore à noter que les institutions centrales (parlement, gouvernement, administration), qui sont très éloignées des citoyens dans les grands pays, ont plutôt le caractère d'institutions locales dans le petit Etat qu'est le Luxembourg. La confiance dans les institutions joue un rôle au moins aussi grand pour la cohésion des sociétés et le développement économique que la confiance interpersonnelle. Ce n'est pas un hasard si le très libéral "World Economic Forum" (WEF) a découvert la confiance dans les institutions politiques et dans les entreprises comme une des pierres angulaires du développement économique.<sup>46</sup> Le WEF ne fait d'ailleurs que s'aligner sur une activité intense d'autres organisations internationales (comme l'OCDE ou la Banque mondiale) dans ce domaine.<sup>47</sup> L'intérêt porté par les économistes à la corruption et à la perception de la corruption est également révélateur à cet égard.<sup>48</sup> Dans le domaine de la perception de la corruption, la EVS fournit également un chiffre intéressant: les Luxembourgeois assez "permissifs" dans le domaine de l'éthique

---

**On a l'impression  
qu'une valeur  
comme la  
confiance  
spontanée à  
autrui peut  
difficilement être  
exprimée dans  
une micro-société  
(où "tout le  
monde se  
connaît", et  
connaît les failles  
des autres) et que  
cette confiance se  
reporte sur les  
institutions  
formelles.**

---

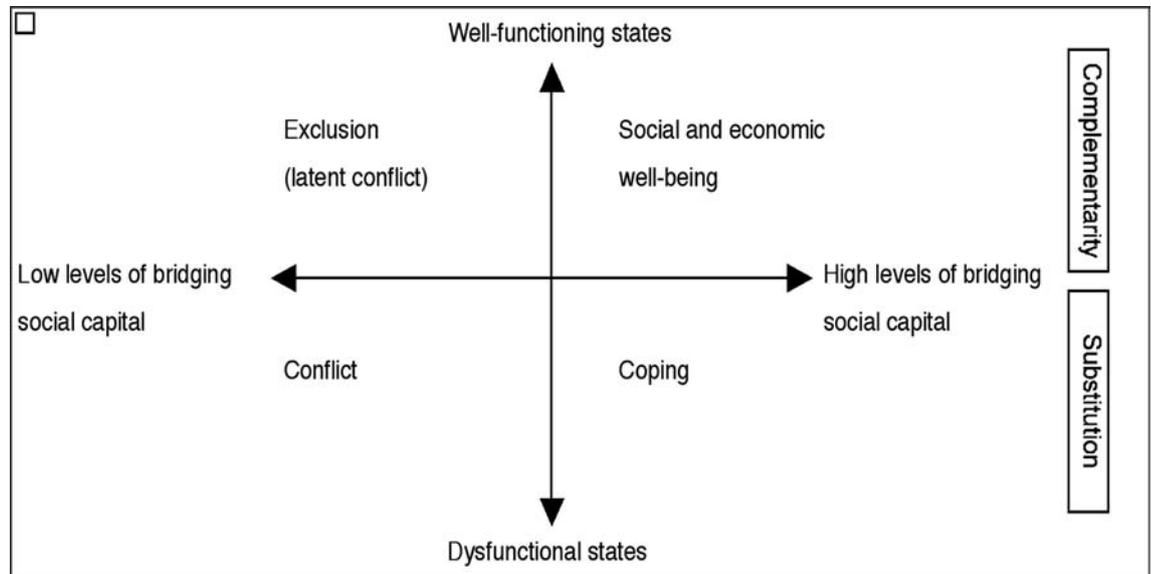


Figure 20

### Relationship between Bridging Social Capital and Governance

Source: WOOLCOCK Michael, NARAYAN Deepa – *Social Capital: Implications for Development Theory, Research, and Policy*, in: *The World Bank Research Observer*, vol. 15, n° 2, August 2000, pp. 225-249 ([http://www.worldbank.org/research/journals/wbro/obsaug00/pdf/\(5\)Woolcock%20%20Narayan.pdf](http://www.worldbank.org/research/journals/wbro/obsaug00/pdf/(5)Woolcock%20%20Narayan.pdf)).

personnelle montrent une rigueur relativement forte par rapport au fait d' "accepter des pots de vin dans l'exercice de ses fonctions". Sur une échelle de 1 (peu permissif) à 10 (permissivité élevée) le score du Luxembourg concernant l' "acceptation de pots de vin" est de 1.79 contre 1.73 en Allemagne, mais il est de 2.08 en France et 2.00 en Belgique (cf. figure 4, dans *forum* n° 230). Dans le classement de la perception de la corruption établi par en 2002 par "Transparency International" pour 102 pays, le Luxembourg occupe, ensemble les Pays-Bas et le Canada, la 7<sup>e</sup> place derrière des pays comme la Suède, la Finlande, le Danemark ou l'Islande, mais se situe devant les Etats-Unis, la Suisse, le Royaume-Uni, la France ou la Belgique. Dans l'édition 2003 (concernant 133 pays), le Luxembourg perd 4 places en se plaçant au 11<sup>e</sup> rang devancé par les pays déjà cités, mais désormais également par l'Australie, la Norvège et la Suisse.<sup>49</sup>

Deepa Narayan et Michael Woolcock fournissent un schéma intéressant (figure 20) concernant la relation entre "capital social" et "gouvernance". Les auteurs partent de l'idée que le "capital social" a deux dimensions fondamentales: le "bonding social capital" qui définit les relations – étroites - au sein d'un groupe "homogène" (famille, groupe ethnique ...) et le "bridging social capital" qui se réfère aux relations – moins étroites (les "weak ties" de Granovetter<sup>50</sup>) - entre groupes hétérogènes ou individus socialement distants (ayant des caractéristiques socio-économiques différentes, resp. de générations différentes, d'ethnies différentes, etc.). A

cela Woolcock a ajouté une troisième catégorie: le "linking social capital" qui concerne la relation des groupes ou des individus avec les institutions, resp. avec ceux qui sont au pouvoir; le "linking social capital" permettrait aux individus ou aux groupes d'acquérir des ressources, des idées et de l'information provenant des institutions formelles (économiques et politiques) se situant au-delà du champ "horizontal" de la "communauté". La littérature concernant le "capital social" semble s'orienter progressivement vers une argumentation tendant à souligner l'importance du "bridging", resp. du "linking social capital" au détriment du "bonding social capital" (les relations étroites au sein d'un groupe homogène) dont les effets négatifs sont notamment soulignés par Landolt et Portes<sup>51</sup>. Suivant le schéma de Narayan et de Woolcock, dans des sociétés marquées par une bonne "gouvernance" et un niveau de "bridging capital social" élevé il y a complémentarité entre l'Etat et la société civile et les perspectives de prospérité économique et de cohésion sociale seraient plutôt positives. Dans des sociétés où le "capital social" réside principalement au sein de groupes sociaux déconnectés ("low levels of bridging social capital"), les groupes les plus forts domineraient l'Etat. Ces sociétés seraient marquées par un conflit latent, pouvant dégénérer - si l'Etat ne réussit pas à construire des ponts vers les groupes exclus - en conflit ouvert. Dans des sociétés où les liens sociaux entre groupes ou individus restent forts, mais où l'Etat fonctionne mal (notamment en l'absence de services publics et de sécurité sociale), les réseaux informels se substitueraient

à l'Etat par une mise en œuvre de stratégies de "débrouille" ("coping strategies"). Du point de vue des stratégies de développement, Narayan et Woolcock en concluent: "... the challenge is to transform situations where a community's social capital substitutes for weak, hostile, or indifferent formal institutions into ones in which both realms complement one another". La question du "modèle social luxembourgeois" (marqué fortement par le concept de la "subsidiarité") pourrait également être réexaminée sur la base de concept.

Parmi les indicateurs permettant de mesurer le capital social, un certain nombre d'auteurs, comme Pamela Paxton, Ton van Schaik ou Martin Raiser (et.al.)<sup>52</sup>, prennent d'ailleurs en considération la confiance dans les institutions. La EVS fournit donc les chiffres nécessaires (confiance à autrui, confiance dans les institutions, engagement associatif, relations sociales) qui devraient permettre de calculer un indicateur synthétique du capital social au Luxembourg ...

#### 4. Société du risque, mentalisation et victimisation

En 1986, Ulrich Beck a publié un livre qui a fait date - et qui a notamment influencé la mouvance politique écologique - intitulé "Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne". Les risques contemporains se distingueraient de ceux encourus antérieurement par leur potentiel destructif infiniment plus grand et leur caractère global impliquant que les Etat-nations seuls ne pourront pas y faire face. Ces nouveaux risques auraient également une autre "qualité" parce que - contrairement aux catastrophes qui avaient un caractère inéluctable dans les temps anciens - ils découleraient actuellement de décisions technico-économiques dont les suites sont considérées comme la face sombre du progrès économique. Beck va plus loin. Tout en concédant que la répartition des risques et la répartition des richesses ont des intersections, il estime que les concepts de "classe", "couche sociale" et "nation" perdraient de leur pertinence. La société mondiale ("Weltgesellschaft") se réduirait à une communauté du risque ("Gefahrgemeinde"). Les grands risques technologiques (p.ex. nucléaires) auraient éliminé le principe de l' "assurance" par le fait qu'ils ne sont plus calculables et que les sinistres ne pourront plus être compensés. Par ailleurs, il sera de plus en plus difficile de trouver le responsable du sinistre.

La "sociologie du risque" de Beck cache en fait une "sociologie de la peur". Beck le dit d'ailleurs lui-même: "Es ist nie klar, ob sich die Risiken verschärfen haben oder unser Blick dafür."<sup>53</sup> Dans un très beau texte, Chantal Lebrun jette un éclairage intéressant sur le fait que les gens ont le senti-

ment de vivre dans un monde incertain, imprévisible et menaçant et essaie de l'expliquer par les processus de "mentalisation" et de "victimisation":<sup>54</sup> "Autrefois, la pénibilité du travail était largement imputable à l'activité physique...; aujourd'hui, les technologies de l'information et de la communication ont accru de manière considérable la part du mental dans l'exécution des tâches; on traite de plus en plus des symboles et non des choses. ... Dans cette mutation où la communication prend une place dominante, on assiste paradoxalement à une dépersonnalisation du monde, caractérisée par la présence moindre de médiateurs humains et d'interlocuteurs identifiés et stables. ... Ce type de fonctionnement entraîne une manière de gérer le rapport à l'autre et à soi plus complexe, plus abstraite. ... Ce phénomène peut être appelé 'mentalisation', ... qui rend plus prégnante la souffrance psychique et morale. ... Une illustration typique en est l'explosion des plaintes liées au stress et la consommation croissante de psychotropes. Mais il existe un mal-être plus diffus que le stress. L'incompréhension liée au manque de points de repère, la non-maîtrise des phénomènes, l'incapacité de s'approprier les choses, le sentiment de subir et d'être dominé, l'impression d'impuissance, le fait de ne pouvoir donner du sens: ces sentiments diffus de malaise se condensent dans l'image de la victime. ... D'où les deux symptômes de la victime les plus fréquemment rencontrés: la dépression, qui renvoie à l'intériorisation; et/ou la revendication, qui renvoie à la projection de la responsabilité de ses maux sur l'autre ou sur le système."

Quel rapport avec la "European Values Studies"? La victimisation évoquée par C. Lebrun peut avoir des conséquences directes sur les "valeurs" et les structures culturelles d'une société. Elle peut s'exprimer par la recherche et la formation d'identités communautaires (cf. communautarisation) visant à conjurer les angoisses individuelles. Elle peut également contribuer à la mise en place d'une culture sécuritaire qui est souvent associée à une société fermée et peu tolérante, ainsi qu'à une montée de la méfiance envers le système (les institutions).

L'enquête sur les valeurs apporte malheureusement peu d'informations sur ce sujet psychosocial, si ce ne sont les chiffres concernant les plus grandes peurs au Luxembourg (voir figure 21). On constate d'abord que les peurs liées au système écologique se situent en tête de liste. Les données sur les craintes de la population publiées dans l'Eurobaromètre - qui concernent plutôt les conflits éventuels (les questions de guerre et de paix) - vont dans le même sens. On constate que 73% de la population luxembourgeoise (ce qui constitue le pourcentage le plus élevé) expriment la crainte qu'un accident survienne dans une centrale nucléaire.<sup>55</sup> La peur du chômage (dans un contexte de chômage faible et de perspectives

---

**La politique par rapport aux réfugiés, les investissements publics dans les forces de l'ordre, l'utilisation des "gadgets" de répression sont autant de manifestations d'une volonté politique destinée à répondre aux craintes de la population. Il n'est pas sûr que les politiques en aient calculé les conséquences qui dépassent la question de l'insécurité ...**

---

Figure 21

## Les plus grandes peurs au Luxembourg

	Très peur	Un peu peur	Somme "peurs"
Une catastrophe écologique	55.19	33.07	88.27
Une forte augmentation du chômage	51.12	36.12	87.24
L'insécurité croissante	51.67	32.40	84.07
Une dégradation croissante de la morale	41.11	35.41	76.52
La surpopulation	35.27	41.09	76.36
Une économie mondiale dominée par quelques-uns	35.85	39.73	75.58
Une catastrophe nucléaire	42.83	32.53	75.35
L'accroissement du fossé entre riches et pauvres	32.40	51.53	73.93
Une nouvelle guerre mondiale	42.71	27.75	70.46
Une révolte des pays pauvres	13.32	33.46	46.78
La transformation des êtres humains en robots	19.86	25.75	45.60
La disparition de la civilisation occidentale	14.08	27.22	41.30

EVS Luxembourg, p. 174.

sans nuages en 1999 au moment de l'enquête) semble liée à la subsistance d'une culture "matérialiste" évoquée plus haut. Par ailleurs, le discours politique au Luxembourg véhicule traditionnellement le thème du "Moosshaalen" ("tenir la mesure") - évoqué par Gilbert Trausch dans la préface de l'ouvrage - et pourrait avoir eu comme conséquence que la population se sente à n'importe quel moment en état latent de crise. La troisième grande peur exprimée est celle de l'insécurité. Ce classement des peurs est à rapprocher du classement des trois sujets jugés les plus intéressants pour les prochaines élections européennes par les citoyens européens (classement publié dans l'Eurobaromètre). Ces trois sujets sont au Luxembourg au printemps 2003 : l'emploi (59%), la sécurité (55%) et l'éducation (45%), ce dernier chiffre étant certainement à rapprocher des résultats désastreux dans le cadre du projet PISA.

Les chiffres de la EVS concernant la tolérance et la confiance dans les institutions ne semblent pas indiquer que la société luxembourgeoise soit en voie de fragilisation démocratique ou de repli sur soi. Néanmoins, il s'agit d'un domaine très sensible. Le discours sécuritaire est censé répondre à un problème réel, celui d'une insécurité croissante, d'ailleurs difficilement mesurable. En fait, ce discours exprime une attitude plus générale de "fermeture" d'esprit et s'adresse à des craintes beaucoup plus diffuses. Dans une analyse du vote Le Pen lors des dernières élections présidentielles en France, Pascal Perrineau montre qu'à côté "des motifs particuliers que sont la

montée des insécurités et des incivilités, le retour du pessimisme économique et social et les inquiétudes et angoisses générées par le développement d'une société 'ouverte', il existe des motifs encore plus profonds. ... Une nouvelle polarité s'instaure, au-delà du clivage gauche-droite, entre ceux qui adhèrent à des attitudes 'fermées' et ceux qui adhèrent à des attitudes 'ouvertes', visant par là d'un côté ceux qui adhèrent à l'Europe, à la mondialisation, l'âge postindustriel, au mélange des cultures ...".<sup>56</sup> La politique par rapport aux réfugiés, les investissements publics dans les forces de l'ordre, l'utilisation des "gadgets" de répression de "débordements" de manifestations (dont on a certainement évalué l'"efficacité" lors de stages à l'étranger) sont autant de manifestations d'une volonté politique destinée à répondre aux craintes de la population. Il n'est pas sûr que les politiques en aient calculé les conséquences qui dépassent la question de l'insécurité ...

Un autre domaine dans lequel l'analyse des résultats de la EVS devra certainement être affinée est celui de l'engagement associatif et des formes d'engagement politique "non conventionnelles". La signature d'une pétition ou l'adhésion à une association à orientation écologique peuvent signifier le contraire d'un engagement civique, dans la mesure où il s'agit souvent de défendre son "pré carré". Réduire cela à la manifestation d'un égoïsme individuel (le syndrome Nimby) est trop court. Ce syndrome peut faire partie du processus de victimisation "qui renvoie à la projection de la responsabilité de ses maux sur l'autre ou sur le système". Il est également concevable qu'il

soit associé à des peurs diffuses et à des attitudes de repli.

D'une manière générale, les enquêtes sociales effectuées au Luxembourg devraient également s'intéresser à la "communautarisation". Ce phénomène peut constituer une sorte de "capital social négatif" dans la mesure où les liens très forts au sein d'une communauté ("bonding social capital") peuvent jouer au détriment des liens dépassant le groupe ("linking social capital", "bridging social capital"). Il n'y a aucune raison pour que le Luxembourg soit épargné par ce phénomène.

21 LEGRAND Michel (dir.) - Les valeurs au Luxembourg. Portrait d'une société au tournant du 3<sup>e</sup> millénaire", sous la direction de Michel Legrand, éditions saint-paul, 2002, p. 135 (cité à partir de la présente note sous "EVSLux").

22 TCHERNIA Jean-François - Les valeurs économiques des Européens face à la mondialisation, in: Futuribles, n° 277, juillet-août 2002, p. 92.

23 Téléchargeable: [http://europa.eu.int/comm/public\\_opinion/archives/eb/eb55/eb55\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/public_opinion/archives/eb/eb55/eb55_en.htm). Les résultats des éditions récentes de l'Eurobaromètre ne donnent pas de résultats fondamentalement divergents. Voir [http://europa.eu.int/comm/public\\_opinion/standard\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/public_opinion/standard_en.htm).

24 EVSLux, p. 844.

25 EVSLux, pp. 104, 105.

26 European Industrial Relations Observatory (EIRO) - Relations industrielles dans les États membres de l'UE et les pays candidats, Septembre 2002 (<http://www.eiro.eurofound.eu.int/2002/07/feature/tn0207106f.html>) N.B.: Les taux de syndicalisation sont généralement obtenus en calculant le nombre d'adhésions syndicales par rapport à tous les emplois, mais les différents chiffres sont basés sur des données nationales, et peuvent reposer sur différentes définitions concernant les membres inclus (par ex., comptabilisation, ou non, des membres à la retraite ou inactifs) ou la méthode de mesure de l'emploi utilisée. A noter que pour le Luxembourg, l'EIRO se base sur l'année 1998.

27 EVSLux, p. 510.

28 BRÉCHON Pierre - Les inégalités dans les sociétés européennes fragilisent la démocratie, in: Le Monde du 13-14 octobre 2002, p. 14.

29 EVSLux, p. 849.

30 EVSLux, p. 508.

31 <http://www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook/>.

32 <http://www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook/PDF/Measuring.pdf>, pp. 221-230.

33 Records of Global Civil Society, Data Programme n° 3 et n° 4, Records R16, R24a, R24b; R28, R29 <http://www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook/outline2002.htm>.

34 Introducing the Global Civil Society Index. Authors: Helmut Anheier and Sally Stares.

[http://www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook/PDF/PDF2002/GCS2002%20pages%20\[data1\]%20.pdf](http://www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook/PDF/PDF2002/GCS2002%20pages%20[data1]%20.pdf).

35 LEGRAND Michel - La "cohésion sociale" au Grand-Duché de Luxembourg. Quelques indicateurs empiriques tirés de la Recherche Européenne sur les Valeurs (1999), in: ASTI (ed.),

Migrations: les enjeux! Conférences & colloque 2002: les contributions, n° 71/72 de la revue "Ensemble" de l'ASTI, mars 2003, pp. 119-140.

36 EVSLux, pp. 359, 377, 390, 779-780.

37 Voir également EVSLux, p. 343 et site Internet <http://www.europeanvalues.nl/evsn.htm> (slides 92 et 93).

38 GALLAND Olivier - Les dimensions de la confiance, in: Futuribles, n° 277, juillet-août 2002, pp. 25-27. Dans ce contexte on peut noter que Brehm et Rahn trouvent également une relation réciproque entre engagement civique et confiance à autrui, mais que cette relation de cause à effet est plus forte dans le sens de l'engagement civique vers la confiance. L'engagement favoriserait donc la confiance. Ils rejettent donc l'approche "psychologique" qui ferait de la confiance le point de départ du "capital social" (BREHM J., RAHN W. - Individual-Level Evidence for the Causes and Consequences of Social capital, in: American Journal of Political Science, vol. 41, 1997, n°3, pp. 999-1023).

39 <http://www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook/outline2002.htm>.

40 BEVIR Mark - Narrating the British state: an interpretive critique of New Labour's institutionalism, in: Review of International Political Economy, Vol. 10, n° 3, August 2003, p.459.

41 C'est notamment Robert PUTNAM qui utilise l'engagement associatif comme instrument de mesure du capital social. Voir plus particulièrement:

PUTNAM Robert D. - Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community, Simon and Schuster, 2000

PUTNAM Robert D. - Bowling Alone: America's Declining Social Capital, in: Journal of Democracy, n° 1/1995

([http://muse.jhu.edu/journals/journal\\_of\\_democracy/v006/6.1putnam.html](http://muse.jhu.edu/journals/journal_of_democracy/v006/6.1putnam.html))

PUTNAM Robert D. - The Strange Disappearance of Civic America, in: American Prospect, Volume 7, Issue 24. December 1, 1996 (<http://www.prospect.org/print/V7/24/putnam-r.html>).

42 En ce qui concerne les effets (positifs) de la confiance interpersonnelle sur l'évolution sociale et économique, voir notamment:

FUKUYAMA Francis - Trust. The Social Virtues and the Creation of Prosperity, New York, The Free Press, 1999

KNACK S., KEEFER P. - Does Social Capital Have an Economic Payoff? A Cross-Country Investigation, in: Quarterly Journal of Economics, vol. 112, 1997, n° 4, pp. 1251-1288 (<http://econ.lse.ac.uk/courses/ec307/M/knack5.pdf>)

LA PORTA R., LOPEZ-DE-SILANES F., SHLEIFER A., VISHNIN R. - Trust in Large Organizations, in: American Economic Review, vol. 87, 1997, n° 2, pp. 333-338

ZAK Paul J., KNACK Stephen - Trust and Growth, in: Economic Journal, Vol. 111, April 2001, pp. 295-321.

(téléchargeable comme document de travail: <http://www.iris.umd.edu/publications/detail.asp?ID=wp&number=219>)

43 Page de présentation de l'ouvrage d'USLANER "The moral foundations of trust" (2002): <http://www.bsos.umd.edu/gvpt/uslaner/research.htm> L'ouvrage est téléchargeable. En ce qui concerne l'influence des inégalités sur la confiance, voir le chapitre 6, pp. 18 et s.

44 ZAK Paul J., KNACK Stephen, op. cit.

45 COSTA Dora L., KAHN Matthew E. - Understanding the decline in social capital, 1952-1998, NBER Working papers, n° 8295, May 2001 (<http://www.nber.org/papers/w8295>).

46 Voir notamment la page Internet du WEF consacrée au "Trust survey" (<http://www.weforum.org/trustsurvey>), ainsi que la page consacrée au thème "Trust and values".

47 Voir les sites Internet de la Banque mondiale (anticorruption) <http://www1.worldbank.org/publicsector/anticorrupt/>

**Un domaine dans lequel l'analyse des résultats de la EVS devra certainement être affinée est celui de l'engagement associatif et des formes d'engagement politique "non conventionnelles".**

topic1.htm et de l'OCDE (thème: corruption) [http://www.oecd.org/topic/0,2686,en\\_2649\\_37447\\_1\\_1\\_1\\_1\\_37447,00.html](http://www.oecd.org/topic/0,2686,en_2649_37447_1_1_1_1_37447,00.html).

48 Voir notamment: MAURO Paolo - Why Worry About Corruption?, IMF Economic Issues, n° 6, February 1997 (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/issues6/>)

TANZI Vito, DAVOODI Hamid - Corruption, Public Investment, and Growth, IMF Working Paper WP/97/139

(<http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/wp97139.pdf>)

HALL Robert, JONES Charles - Why do Some Countries Produce So Much More Output Per Worker Than Others?, Quarterly Journal of Economics, Vol. 114, 1999, pp. 83-116

(téléchargeable comme document de travail [http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=3595](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3595))

PALDAM Martin - The Big Pattern of Corruption. Economics, Culture and the Seesaw Dynamics, Centre for Dynamic Modelling in Economics, University of Aarhus, Working Paper n° 1999/11.

(<http://www.econ.au.dk/afn/abstr99/11.htm>, resp. [ftp://ftp.econ.au.dk/afn/wp/99/wp99\\_11.pdf](ftp://ftp.econ.au.dk/afn/wp/99/wp99_11.pdf)).

49 Site Internet du "Corruption Perceptions Index": <http://www.transparency.org/surveys/index.html#cpi>.

50 GRANOVETTER Mark S. - The strength of weak ties, in: American Journal of Sociology, Volume 78, Issue 6, May 1973, pp. 1360-1380.

51 PORTES Alejandro, LANDOLT Patricia - The Downside of Social Capital, in: The American Prospect n° 26, May-June 1996 (<http://www.prospect.org/print/V7/26/26-cnt2.html>).

52 PAXTON Pamela - Is Social Capital Declining in the United States? A Multiple Indicator Assessment, in: American Journal of Sociology, Vol. 105, n° 1 (July 1999), pp. 88-127

VAN SCHAIJK Ton - Social Capital in the European Values Study Surveys, Country paper prepared for the OECD-ONS International Conference on Social Capital Measurement, London, September 25-27, 2002 (<http://www.oecd.org/dataoecd/22/22/2381883.pdf>)

RAISER Martin, HAERPFFER Christian, NOWOTNY Thomas, WALLACE Claire - Social capital in transition: a first look at the evidence, European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), Working paper, n° 61, 2001 (<http://www.ebrd.com/pubs/econ/workingp/61.pdf>).

53 BECK Ulrich - Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne, 1986, p. 73.

54 LEBRUN Chantal - Le futur comme objet de désir, in: Futuribles, n° 286, mai 2003, pp. 29-42.

55 Eurobaromètre 59, 2003 (p. B2).

56 PERRINEAU Pascal - Le vote d'extrême droite en France: adhésion ou protestation?, in: Futuribles, n° 276, juin 2002, pp. 5-20 (citation issue de la présentation par Hugues de JOUVENEL).

